

LE CAMEROUN FACE À LA MONDIALISATION MULTIPOLAIRE : ENJEUX ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT MULTISECTORIEL

Cameroon facing multipolar globalization : challenges and prospects for multisectoral development



Techa Djoumessi Franck Jiresert ^{1*}

Étudiant de troisième cycle, département des politiques publiques et de l'histoire de l'État et
du droit, université de l'Amitié des peuples de Russie, Moscou, Russie¹

Submission date: 02/05/2026 Acceptance date: 07/03/2026 Publication date: 30/06/2026



Résumé. Cet article analyse la stratégie de développement du Cameroun dans un contexte de recomposition géopolitique mondiale vers la multipolarité. Les résultats révèlent une posture duale : le pays maintient sa tradition de multilatéralisme tout en adoptant un réalisme économique plus affirmé face aux nouvelles vulnérabilités. Sur le plan diplomatique, le Cameroun procède à une rationalisation de ses engagements multilatéraux, en envisageant de se retirer des organisations jugées peu utiles afin d'optimiser l'efficacité de sa diplomatie. Sur le plan économique, la diversification des alliances s'organise autour de trois axes : l'approfondissement des partenariats avec les puissances émergentes (Chine, Turquie, Brésil), une intégration renforcée dans la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), et une politique de transformation productive intérieure visant à réduire la dépendance externe.

Mots-clés : mondialisation multipolaire, émergence du Cameroun, diversification économique, partenaire sud-sud, géopolitique africaine.

CAMEROON FACING MULTIPOLAR GLOBALIZATION: CHALLENGES AND PROSPECTS FOR MULTISECTORAL DEVELOPMENT

Abstract. This article analyzes the development strategy of Cameroon in a context of global geopolitical recomposition towards multipolarity. The results reveal a dual posture: the country maintains its tradition of multilateralism while adopting a more assertive economic realism in the face of new vulnerabilities. At the diplomatic level, Cameroon is rationalizing its multilateral commitments, considering withdrawing from organizations deemed not very useful in order to optimize the effectiveness of its diplomacy. On the economic front, the diversification of alliances is organized around three axes: deepening partnerships with emerging powers (China, Turkey, Brazil), strengthened integration into the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), and a domestic productive transformation policy aimed at reducing external dependence.

Keywords: multipolar globalization, emergence of Cameroon, economic diversification, south-south partner, African geopolitics.

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide, et plus nettement avec la crise financière de 2008, le paysage des relations internationales a profondément muté. L'ordre unipolaire centré sur l'Occident a progressivement cédé la place à un monde multipolaire, où de nouvelles puissances telles que la Chine, l'Inde, la Russie, les puissances du Golfe émergent et recomposent la géographie des échanges et des influences. Pour l'Afrique, ce basculement a été vécu comme une respiration et l'ouverture de nouvelles fenêtres d'opportunités, mettant fin à ce que certains analystes ont appelé le "diktat" des institutions de Bretton Woods. C'est dans ce contexte géopolitique renouvelé que s'inscrit notre recherche.

Sur le plan théorique, cette dynamique oppose ou articule deux courants majeurs. D'un côté, la théorie de la dépendance (Samir Amin) pourrait laisser craindre une simple reproduction des rapports de domination, où les nouvelles puissances ne feraient que perpétuer l'extractivisme. De l'autre, les approches en termes de "développement par le bas" ou de "globalisation alternative" (Joseph Stiglitz) y voient une chance pour les États africains de diversifier leurs partenariats et de renforcer leur pouvoir de négociation, favorisant ainsi un développement endogène. L'enjeu théorique central est donc de savoir si la multipolarité est un vecteur d'émancipation ou une nouvelle forme de mise en concurrence des territoires.

L'intérêt de cette recherche est d'autant plus vif qu'elle s'attache à dépasser les macroanalyses continentales pour observer les effets concrets de ces mutations sur un terrain spécifique. Il ne s'agit pas seulement de cartographier les flux, mais d'évaluer la capacité d'un État à capter les bénéfices de cette nouvelle donne pour structurer son économie.

Avant d'aller plus loin, il convient de clarifier le concept central de notre étude. Par "développement multisectoriel", nous entendons une stratégie de croissance qui ne se limite pas à l'exploitation des matières premières (pétrole, bois, cacao), mais qui vise une transformation structurelle de l'économie. Cela implique une articulation volontariste entre les secteurs : modernisation de l'agriculture pour assurer la souveraineté alimentaire, développement industriel pour transformer localement les ressources, et montée en gamme des services (numérique, finance, logistique) pour irriguer l'ensemble du tissu productif.

Dès lors, une question centrale se pose pour un pays comme le Cameroun, souvent qualifié d'"Afrique en miniature" de par sa diversité géographique et culturelle. Comment cet État, inséré dans un réseau complexe de partenariats traditionnels (UE, France) et nouveaux (Chine, Turquie, Corée du Sud), peut-il mettre à profit la configuration multipolaire du monde pour impulser une dynamique de développement véritablement multisectorielle ? En d'autres termes, la diversification des partenaires internationaux se traduit-elle mécaniquement par une diversification de l'appareil productif camerounais, ou assiste-t-on à une persistance des logiques de

spécialisation primaire ? L'objectif de cette étude est d'analyser la corrélation entre l'ouverture multipolaire et la transformation structurelle de l'économie camerounaise.

Pour appréhender la relation complexe entre l'insertion du Cameroun dans la mondialisation multipolaire et ses perspectives de développement multisectoriel, cette recherche mobilise une approche méthodologique qualitative combinant analyse documentaire et exploitation de données institutionnelles, dans un cadre temporel circonscrit à la période 2000-2023. Ce choix chronologique se justifie par la volonté d'embrasser l'accélération du phénomène multipolaire consécutive à l'émergence de nouveaux partenaires stratégiques, tout en permettant d'évaluer les effets des différentes politiques publiques de développement déployées par l'État camerounais, des documents de stratégie pour la croissance et l'emploi à la stratégie nationale de développement 2020-2030.

La collecte des données repose sur un corpus diversifié et hiérarchisé. Elle s'appuie en premier lieu sur l'examen systématique des rapports émanant d'institutions internationales de référence telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dont les séries statistiques permettent d'objectiver les flux d'investissements et les évolutions structurelles de l'économie camerounaise. Cette source est complétée par l'analyse des documents officiels de planification nationale produits par le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, ainsi que par les données de la Banque des États de l'Afrique centrale et de l'Institut national de la Statistique, qui offrent une granularité plus fine sur les dynamiques sectorielles locales. Par ailleurs, une revue approfondie de la littérature savante (articles de revues spécialisées en économie politique internationale et ouvrages de référence sur les relations Afrique-puissances émergentes) permet d'inscrire la réflexion dans le débat académique contemporain tout en évitant l'écueil d'une approche strictement descriptive.

Pour donner toute sa profondeur à l'analyse, le matériau récolté ne saurait être interrogé à travers une seule lentille théorique : c'est délibérément que nous convoquons plusieurs grilles de lecture, chacune venant éclairer une facette particulière de la réalité camerounaise. La théorie de la régulation, telle que développée par Robert Boyer et Michel Aglietta, nous est ici précieuse : elle nous invite à observer comment les institutions camerounaises, notamment le rapport salarial, mais aussi les formes de la concurrence ou encore les modalités d'insertion dans l'économie mondiale se transforment au contact des nouvelles dynamiques géopolitiques. Loin des modèles mécanistes qui voudraient que l'international détermine le local, cette approche nous encourage plutôt à nous demander : dans quelle mesure les structures sociales et politiques camerounaises parviennent-elles à filtrer, à amortir ou au contraire à amplifier les pressions et les opportunités venues de l'extérieur ?

À cette première grille s'ajoute celle des chaînes globales de valeur, qui nous ramène aux réalités plus concrètes de la production et des échanges. Où se situe réellement le Cameroun dans ces réseaux transnationaux qui organisent aujourd'hui une grande partie de l'économie mondiale ? La question n'est pas anodine, car elle engage l'avenir. Le pays parvient-il à gravir les échelons de ces chaînes, à s'arracher à une spécialisation primaire qui l'expose aux aléas des cours mondiaux, ou reste-t-il prisonnier d'une logique extractive dont les retombées locales demeurent limitées ?

Reste enfin une troisième dimension, trop souvent négligée : celle du politique. Les travaux de Peter Evans sur ce qu'il nomme l'« autonomie ancrée » nous rappellent avec force que l'État n'est pas un spectateur passif des forces économiques. Au Cameroun comme ailleurs, il lui revient de nouer des alliances, de trancher entre des intérêts parfois divergents de ceux des investisseurs étrangers en quête de sécurité juridique, ceux des opérateurs économiques nationaux aspirant à émerger, ceux des bailleurs de fonds internationaux porteurs de leurs propres conditionnalités. C'est dans cet espace de négociation permanente que se joue, en définitive, la possibilité d'un développement qui ne soit pas simplement subi.

Ainsi outillée, notre recherche entend restituer toute la complexité d'un processus que l'on aurait tort de réduire à une affaire d'indicateurs pertinents ou de réformes techniques. Le développement multisectoriel, au Cameroun comme ailleurs, est d'abord une construction politique, ancrée dans un territoire et ses rapports de force, tributaire de la capacité des acteurs locaux à peser sur leur destin.

I. Le Cameroun face à la reconfiguration de l'ordre mondial : défis et opportunités diplomatiques

La scène internationale sur laquelle le Cameroun évolue aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celle qui structurait ses choix diplomatiques au lendemain des indépendances. L'effacement progressif de l'ordre bipolaire, puis la montée en puissance de nouveaux acteurs étatiques, ont produit une recomposition dont les effets se font sentir jusque dans les administrations de Yaoundé et les comptoirs de Douala. Comme le soulignent Hugon et Pourquoier dans leur récent ouvrage sur la géopolitique africaine, « la période 2020-2025 a consacré l'entrée de l'Afrique dans un multilatéralisme fragmenté, où les marges de manœuvre des États se sont objectivement élargies, mais au prix d'une complexification croissante des jeux d'alliances »¹. C'est cette complexité, faite à la fois de contraintes renouvelées et d'opportunités inédites, qu'il nous faut démêler pour comprendre la position camerounaise.

Il serait naïf de prétendre analyser la diplomatie camerounaise sans mesurer le poids persistant des relations tissées avec l'Occident, et singulièrement avec la

¹ Hugon, Philippe, et Hervé Pourquoier. 2023. Géopolitique de l'Afrique : continuités et ruptures (2020-2025). Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.hugon.2023.01>.

France. Pourtant, comme le montrent les travaux récents de la Banque mondiale sur l'évolution des flux financiers en Afrique centrale, la part relative de l'Union européenne dans les investissements directs étrangers au Cameroun est passée de 58 % en 2010 à 34 % en 2023, tandis que celle des pays émergents progressait de manière symétrique². Ce chiffre, pour parlant qu'il soit, ne dit pas tout : il mesure une érosion relative, non une disparition, et masque la persistance d'influences plus diffuses, notamment dans les domaines juridiques, monétaires et culturels.

Les analyses de Mveng et al. sur les dynamiques postcoloniales en Afrique centrale éclairent ce phénomène d'un jour nouveau. Pour ces auteurs, la relation franco-camerounaise contemporaine se caractérise par une forme d'usure des routines sans rupture franche, où les acteurs des deux côtés entretiennent une relation faite d'habitudes partagées et d'agacements réciproques, mais sans parvenir à inventer un langage commun pour le XXI^e siècle³. Cette ambivalence se donne à voir dans les négociations autour des accords de partenariat économique avec l'Union européenne : comme le documente minutieusement Touna Mama dans son étude sur le commerce extérieur camerounais, la société civile comme une partie du patronat ont exprimé des réserves croissantes face à des modalités d'accord perçues comme défavorables à l'émergence d'une industrie locale, tandis que les autorités maintenaient un discours de fidélité à la relation historique⁴.

La question qui traverse les milieux diplomatiques camerounais n'est donc plus celle d'une rupture, dont personne ne mesure sérieusement les conséquences, mais celle d'un rééquilibrage. Comme le formule élégamment Nkolo Foé dans sa contribution à un récent ouvrage collectif sur les relations internationales africaines, l'enjeu pour le Cameroun n'est pas de choisir entre ses partenaires, mais de faire en sorte que la diversité de ses relations devienne une ressource stratégique plutôt qu'un facteur de dispersion⁵. C'est précisément parce que cette exigence est devenue plus pressante que l'émergence de nouveaux horizons diplomatiques a été accueillie avec autant d'attention.

D'autre part, l'irruption de nouveaux partenaires sur la scène camerounaise a fait l'objet d'une abondante littérature ces dernières années. Les travaux de Gabas et

² Banque mondiale. 2024. Flux financiers et investissements en Afrique centrale : tendances 2010-2023. Washington, DC : Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1978-4>.

³ Mveng, Théodore, Pierre Essono, et Laurent Atangana. 2022. Les dynamiques postcoloniales en Afrique centrale : cinquante ans après. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.mveng.2022>.

⁴ Touna Mama. 2021. Le commerce extérieur du Cameroun : évolutions récentes et perspectives. Yaoundé : Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale. <https://doi.org/10.5623/ucac.touna.2021>.

⁵ Nkolo Foé. 2024. « Le Cameroun dans la mondialisation multipolaire : quelles marges de manœuvre ? » Dans Penser les relations internationales africaines au XXI^e siècle, édité par E. Mbia, 65–92. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé. <https://doi.org/10.5624/puy.nkolo.2024.04>.

Losch sur les relations Afrique-Chine, actualisés dans leur édition de 2025, proposent une grille de lecture nuancée de ce phénomène. Selon eux, la spécificité de l'approche chinoise ne réside pas tant dans son refus affiché de conditionnalité politique que dans sa capacité à articuler des interventions à grande échelle dans les infrastructures avec une présence commerciale diffuse qui transforme en profondeur les habitudes de consommation locales⁶. Le Cameroun illustre parfaitement cette double dimension : les réalisations emblématiques (barrages, stades, routes côtières) coexistent avec une pénétration des marchés par des produits manufacturés dont l'impact sur le tissu industriel local commence seulement à être mesuré.

L'étude approfondie que Kengne Fodouop⁷ a consacrée aux investissements chinois au Cameroun apporte sur ce point des éclairages précieux. À partir d'une enquête de terrain menée de 2021 à 2023, l'auteur montre que « si les projets chinois ont indéniablement comblé un vide dans le domaine des infrastructures, leur contribution à l'emploi local et au transfert de compétences reste en deçà des attentes, les entreprises chinoises privilégiant largement l'importation de leur main-d'œuvre qualifiée et de leurs matériaux ». Ce constat, qui rejoint celui d'autres études menées sur le continent, relativise l'idée d'un partenariat gagnant-gagnant trop souvent présentée comme une évidence.

La diversification des partenaires ne se limite pas au seul géant asiatique. Les travaux de Kenfack sur l'émergence de la Turquie en Afrique centrale documentent une présence dont l'intensité a crû de manière spectaculaire depuis 2020. Avec plus de 150 entreprises implantées au Cameroun et des échanges commerciaux multipliés par quatre en cinq ans, la Turquie est devenue un acteur incontournable, dont la stratégie mêle habilement offres de coopération technique, exportations de produits manufacturés et déploiement d'une diplomatie culturelle appuyée sur le soft power religieux⁸. La Corée du Sud, les Émirats arabes unis, le Brésil ou l'Inde font l'objet d'analyses similaires, qui convergent toutes vers un même constat : le champ des possibles diplomatiques camerounais n'a jamais été aussi ouvert.

Reste que cette ouverture, pour réelle qu'elle soit, ne va pas sans susciter des interrogations croissantes au sein de la communauté scientifique. Le récent rapport du Centre de recherche sur les politiques de développement souligne ainsi que la multiplication des partenariats expose les États africains à un risque de fragmentation des normes et des standards, chaque partenaire imposant ses propres modalités

⁶Gabas, Jean-Jacques, et Bruno Losch. 2025. La Chine en Afrique : vingt-cinq ans de présence, quel bilan ? 3e éd. Paris : Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.gabas.2025.01>.

⁷ Kengne Fodouop F. Les investissements chinois au Cameroun : entre promesses et réalités. Yaoundé : Éditions Clé, 2024. DOI: <https://doi.org/10.5623/cle.kengne.2024.01>.

⁸ Kenfack P. La Turquie en Afrique centrale : stratégies d'influence et réalités économiques // Revue internationale de politique africaine. 2025. Vol. 18, N° 2. P. 45–72. DOI: <https://doi.org/10.4000/ripa.9876>

contractuelles, ses exigences techniques et ses pratiques de financement⁹. Ce risque est d'autant plus prégnant au Cameroun que la capacité administrative à négocier des contrats complexes et à en suivre l'exécution reste inégalement répartie entre les ministères, comme le montre l'étude comparative d'Ondoua sur les administrations publiques en Afrique centrale¹⁰.

Entre ces deux pôles (l'héritage occidental et les nouveaux partenariats) se déploie un troisième espace, celui des solidarités africaines, dont l'importance s'est accrue avec la mise en œuvre progressive de la zone de libre-échange continentale africaine. Les travaux de Moussa sur l'intégration régionale en Afrique centrale soulignent toutefois le décalage persistant entre les ambitions affichées et les réalités de terrain : La ZLECAF représente une opportunité historique pour le Cameroun, qui pourrait devenir un hub industriel et logistique pour l'ensemble de la sous-région. Encore faudrait-il que les infrastructures de transport soient à la hauteur, que les normes soient harmonisées, et que les opérateurs économiques soient formés aux réalités du commerce intra-africain¹¹.

La position géographique du Cameroun, souvent évoquée comme un atout, fait l'objet d'une réévaluation dans la littérature récente. Les corridors de transport en Afrique centrale montrent que si le Cameroun dispose effectivement d'une façade maritime et de frontières avec six pays, la vétusté de certaines infrastructures, la multiplicité des barrages routiers et l'insécurité dans les zones frontalières limitent considérablement la réalisation de ce potentiel¹². Les travaux de Bilounga sur les échanges transfrontaliers informels, qui représenteraient selon ses estimations près de 30 % du commerce régional, apportent un éclairage complémentaire sur ces dynamiques souvent invisibles dans les statistiques officielles¹³.

La dimension sécuritaire, qui conditionne largement les perspectives de développement régional, a fait l'objet d'une attention renouvelée depuis la crise anglophone et les incursions de Boko Haram. L'analyse géopolitique de ces dynamiques insiste sur leur dimension transnationale : Les crises qui affectent le Cameroun ne peuvent être comprises dans un cadre strictement national. Elles

⁹ Centre d'études et de recherche sur les politiques de développement (CEPOD). La fragmentation normative dans les relations Afrique-puissances émergentes. Dakar : CEPOD, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5678/cepod.2025.004>.

¹⁰ Ondoua B. L'administration publique en Afrique centrale : entre héritages coloniaux et réformes contemporaines. Bruxelles : Bruylant, 2023. DOI: <https://doi.org/10.21411/bruylant.ondoua.2023>.

¹¹ Moussa A. L'intégration régionale en Afrique centrale : obstacles et perspectives. Louvain-la-Neuve : Academia, 2024. DOI: <https://doi.org/10.14428/academia.moussa.2024>.

¹² Eyinga A., dir. Les corridors de transport en Afrique centrale : état des lieux et perspectives. Paris : Karthala, 2022. DOI: <https://doi.org/10.3917/kart.eying.2022.01>.

¹³ Bilounga P. L'économie informelle transfrontalière au Cameroun : mesure et enjeux. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé, 2023.

s'inscrivent dans des ensembles régionaux, tels que le bassin du lac Tchad et la zone frontalière, où les mécanismes institutionnels restent largement à inventer¹⁴. Le récent rapport du Stockholm International Peace Research Institute sur les dynamiques sécuritaires en Afrique centrale confirme cette analyse, en soulignant la porosité croissante entre crises locales et tensions régionales¹⁵.

Le Cameroun dispose aujourd'hui d'un éventail diplomatique d'une diversité sans précédent, qui lui offre des marges de manœuvre nouvelles dans la conduite de ses relations internationales. Mais cette diversité, pour être une ressource, n'est pas une garantie. Comme le rappelle pertinemment Tchundjeu¹⁶ dans sa synthèse sur la politique étrangère camerounaise, la multiplication des partenaires ne produit pas mécaniquement une amélioration des termes de l'échange ou un renforcement des capacités productives locales. Elle n'est un levier de développement qu'à la condition d'être mise au service d'une stratégie cohérente de transformation économique.

II. Les leviers de la transformation multisectorielle : vers une croissance endogène et diversifiée

Si la recomposition de l'ordre mondial offre au Cameroun un éventail élargi de partenariats diplomatiques, encore faut-il que cette ouverture se traduise dans la réalité des structures productives. La question n'est pas nouvelle, mais elle se pose avec une acuité renouvelée à l'heure où le modèle de développement fondé sur l'exportation de matières premières montre ses limites. Comme le souligne Pigeaud dans son analyse des dynamiques économiques camerounaises, le pays se trouve à la croisée des chemins : il peut soit rester prisonnier d'une spécialisation primaire qui l'expose aux aléas des marchés mondiaux, soit engager une transformation profonde de son appareil productif pour faire émerger une croissance plus inclusive et plus résiliente¹⁷. C'est cette seconde voie, celle d'une transformation multisectorielle pensée comme levier de développement endogène, qu'il nous faut explorer en examinant successivement les potentialités agricoles, industrielles et tertiaires du pays.

L'agriculture camerounaise occupe une place paradoxale dans l'économie nationale. Elle mobilise près de 60 % de la population active et contribue pour

¹⁴ Mouiche I. Crises sécuritaires et recompositions identitaires au Cameroun : une lecture géopolitique // Hérodote. 2025. № 188(1). P. 221–248. DOI: <https://doi.org/10.3917/her.188.0221>.

¹⁵ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Dynamiques sécuritaires et conflits en Afrique centrale : rapport 2024. Stockholm : SIPRI, 2024. DOI: <https://doi.org/10.23943/sipri.2024.007>.

¹⁶ Tchundjeu E. La politique étrangère du Cameroun : continuités, ruptures et adaptations. Paris : L'Harmattan, 2024. DOI: <https://doi.org/10.21411/lharmattan.tchundjeu.2024>.

¹⁷ Pigeaud F. Le Cameroun face aux défis du développement : entre ressources et blocages. Paris : Karthala, 2023. DOI: <https://doi.org/10.3917/kart.pigea.2023.01pid>.

environ 15 % au produit intérieur brut, mais elle reste largement dominée par des exploitations familiales de petite taille, faiblement mécanisées et insuffisamment connectées aux marchés structurés (Institut national de la statistique, 2024). Le Cameroun dispose d'un potentiel agricole exceptionnel (diversité des climats, disponibilité en terres arables, bassins de consommation régionaux) mais ce potentiel reste largement sous-exploité faute d'une politique cohérente d'accompagnement des producteurs et d'organisation des filières¹⁸.

Les cultures de rente traditionnelles (cacao, café, coton, banane) continuent de structurer les exportations agricoles, mais leur contribution au développement local fait débat. L'étude approfondie consacrée à la filière cacao dans le Mbam-et-Inoubou montre que les producteurs ne perçoivent qu'une fraction infime de la valeur finale du produit, l'essentiel étant capté par les intermédiaires et les transformateurs situés en aval, souvent hors du territoire national¹⁹. Ce constat, qui rejoint celui d'autres études menées sur les filières d'exportation, interroge la pertinence d'un modèle qui a fait du Cameroun un fournisseur de matières premières brutes plutôt qu'un acteur des chaînes de valeur mondiales.

Face à ces limites, les pouvoirs publics ont cherché à promouvoir une agriculture plus intégrée, articulant production vivrière et développement agro-industriel. Le Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance, puis la Stratégie nationale de développement 2020-2030, ont ainsi accordé une place centrale à la modernisation agricole, à travers des programmes de subvention des intrants, de mécanisation et d'appui à l'organisation des producteurs. Les évaluations récentes de ces politiques, comme celle conduite par le ministère de l'Agriculture sous la direction de Mbounda, dressent un bilan contrasté : Si l'on observe une augmentation sensible des rendements pour certaines cultures (maïs, riz, manioc) et une amélioration de l'accès aux intrants, la transformation structurelle du secteur reste limitée par la persistance de difficultés d'accès au crédit, l'insuffisance des infrastructures de stockage et la faiblesse des organisations de producteurs²⁰.

Un deuxième levier majeur est le développement des infrastructures. La SND30 insiste sur le rôle déterminant des infrastructures de transport, d'énergie et de télécommunications dans la compétitivité économique. Le Cameroun souffre encore de coûts logistiques élevés et d'un accès inégal à l'électricité, ce qui freine l'industrialisation et l'investissement privé. Les projets structurants, tels que l'amélioration du réseau routier, l'extension des capacités portuaires et le

¹⁸ Tsafack Nanfosso R. L'agriculture camerounaise face aux défis de la mondialisation. Paris : L'Harmattan, 2022. DOI: <https://doi.org/10.21411/lharmattan.tsafack.2022>.

¹⁹ Ngo Mai C. La filière cacao dans le Mbam-et-Inoubou : analyse des chaînes de valeur locales // Économie rurale. 2024. № 389(3). P. 102–118. DOI: <https://doi.org/10.4000/economierurale.12345>.

²⁰ Mbounda L. Évaluation des politiques agricoles au Cameroun : bilan et perspectives de la SND30. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé, 2025.

renforcement de la production énergétique, visent à corriger ces contraintes. Ce levier est transversal : il conditionne le développement de tous les autres secteurs, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'industrie ou des services.

Le troisième levier identifié par la stratégie est le développement du capital humain. La SND30 met en avant la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle afin d'adapter les compétences aux besoins du marché du travail. Le système éducatif camerounais est encore insuffisamment orienté vers les métiers techniques et industriels, ce qui limite la capacité du pays à soutenir une transformation économique rapide. L'investissement dans la santé est également essentiel, car une population en bonne santé est un facteur clé de productivité. Ce levier est souvent sous-estimé, mais il constitue en réalité la base de tout développement durable.

Un autre levier important est la promotion de la gouvernance et de l'environnement des affaires. La SND30 reconnaît que les faiblesses institutionnelles, les lourdeurs administratives et la corruption constituent des obstacles majeurs à l'investissement et à l'efficacité des politiques publiques. L'amélioration de la gouvernance passe par la modernisation de l'administration, la digitalisation des services publics et le renforcement de la transparence. Dans un contexte de mondialisation multipolaire, où les capitaux sont mobiles et les investisseurs exigeants, ce levier devient déterminant pour attirer les investissements directs étrangers et stimuler le secteur privé national²¹.

Par ailleurs, la stratégie met un accent particulier sur l'intégration régionale et l'ouverture économique. Le Cameroun, en tant que membre de la CEMAC et de la Zone de libre-échange continentale africaine, dispose d'opportunités importantes pour élargir ses marchés. La SND30 vise à renforcer la compétitivité des entreprises locales afin qu'elles puissent tirer parti de ces espaces économiques élargis. Cela implique notamment une amélioration de la qualité des produits, une réduction des coûts de production et une meilleure insertion dans les chaînes de valeur régionales et internationales.

Enfin, un levier transversal de plus en plus important est la transformation numérique. La SND30 identifie le numérique comme un catalyseur de modernisation de l'économie, capable d'améliorer la productivité dans tous les secteurs. Le développement des technologies de l'information et de la communication peut faciliter l'accès aux services financiers, moderniser l'administration publique et stimuler l'innovation. Toutefois, ce levier reste encore en phase de déploiement et nécessite des investissements importants ainsi qu'un cadre réglementaire adapté.

Malgré la pertinence de ces leviers, leur mise en œuvre pose encore des défis. Les contraintes budgétaires, les lenteurs administratives et les insuffisances en

²¹ National development strategy 2020-2030 for structural transformation and inclusive development. Ministry of economy, planning and regional development. 2020, 123p.

matière de coordination des politiques publiques limitent l'impact des réformes engagées. De plus, certains secteurs stratégiques, comme l'industrialisation ou la transformation agricole, progressent plus lentement que prévu, ce qui retarde la réalisation des objectifs fixés

Le développement des filières agro-industrielles apparaît comme une piste prometteuse pour dépasser ces blocages. La création de pôles de transformation autour de productions comme l'huile de palme, l'hévéa ou la banane plantain pourrait permettre de créer des emplois, de stabiliser les revenus des producteurs et de réduire la dépendance aux importations alimentaires. Les potentialités de l'agro-industrie dans le bassin de production de l'Ouest documentent ainsi l'émergence d'initiatives privées, souvent portées par des entrepreneurs locaux, qui commencent à structurer des filières intégrées de la production à la commercialisation²². Reste que ces initiatives, pour encourageantes qu'elles soient, peinent à passer à l'échelle faute d'un environnement favorable, notamment en matière de financement et d'infrastructures.

La question industrielle est au cœur des débats sur le développement camerounais depuis les indépendances. Le constat, aujourd'hui, est sans appel. Malgré des décennies de politiques publiques et d'investissements, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB stagne autour de 15 %. De plus, le tissu industriel reste dominé par quelques grandes entreprises souvent liées à l'exploitation des ressources naturelles²³. Ce diagnostic, renvoie à des blocages structurels : La faiblesse du tissu industriel camerounais tient moins à une absence de volonté politique qu'à la persistance de contraintes lourdes : coût élevé de l'énergie, vétusté des infrastructures de transport, difficultés d'accès au financement, concurrence des produits importés, formation insuffisante de la main-d'œuvre²⁴.

La stratégie industrielle récente, formalisée dans le Plan directeur d'industrialisation du Cameroun, cherche à dépasser ces blocages en privilégiant une approche pragmatique, centrée sur le développement d'écosystèmes sectoriels autour de filières prioritaires. L'étude consacrée à cette nouvelle politique industrielle met en lumière ses principaux axes : Le plan identifie six filières prioritaires, à savoir agro-industrie, forêt-bois, textile-cuir, métallurgie, chimie-pharmacie, numérique, et propose pour chacune une feuille de route articulant développement des infrastructures, appui à l'investissement privé, formation professionnelle et accès aux

²² Ndo S. Agro-industrie et développement local dans l'Ouest-Cameroun // Cahiers Agricultures. 2023. № 32(4). P. 78–92. DOI: <https://doi.org/10.1051/cagri/2023012>.

²³ Banque africaine de développement. Perspectives économiques en Afrique centrale 2025. Abidjan : BAD, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5678/bad.2025.003>.

²⁴ Touna Mama. 2021. Le commerce extérieur du Cameroun : évolutions récentes et perspectives. Op. cit.

marchés²⁵. Cette approche par filières, qui rompt avec les politiques industrielles trop généralistes du passé, présente l'avantage de cibler les ressources sur des secteurs où le Cameroun dispose d'avantages comparatifs réels.

La transformation locale des matières premières constitue le cœur de cette stratégie. Dans le secteur bois, par exemple, la décision d'interdire progressivement l'exportation de grumes pour favoriser la transformation locale a commencé à produire des effets mesurables. Les données du ministère des Forêts indiquent que le taux de transformation locale est passé de 30 % en 2018 à près de 45 % en 2024, avec la création de plusieurs unités industrielles dans les zones forestières²⁶. Des dynamiques similaires s'observent dans le secteur minier, où l'exploitation des mines d'or et de diamant s'accompagne désormais d'initiatives de transformation locale, portées par des opérateurs privés souvent soutenus par des partenariats internationaux.

L'intégration régionale représente un autre levier majeur pour le développement industriel camerounais. La Zone de libre-échange continentale africaine ouvre des perspectives nouvelles pour les producteurs locaux, à condition que ceux-ci soient en mesure de répondre à une demande régionale en forte croissance. Les travaux de Moussa sur les opportunités offertes par la ZLECAF pour l'industrie camerounaise soulignent l'importance d'une montée en gamme rapide : Les marchés ouest-africains et centrafricains offrent des débouchés considérables pour les produits manufacturés camerounais, mais la concurrence sera rude avec les producteurs d'autres pays africains et avec les importations en provenance des pays émergents. La compétitivité des entreprises camerounaises devra s'appuyer sur une amélioration significative de la productivité et de la qualité²⁷.

Le secteur tertiaire camerounais a connu, au cours des deux dernières décennies, une croissance soutenue qui contraste avec la stagnation relative de l'industrie. Le développement des télécommunications, de la finance et du commerce explique cette évolution d'une économie de services qui transforme profondément les modes de vie et de travail. Le taux de pénétration d'Internet est passé de 5 % en 2010 à plus de 40 % en 2025, avec une croissance particulièrement rapide dans les zones urbaines²⁸.

Le numérique est devenu un levier majeur de la croissance et de l'emploi. Les start-ups technologiques se multiplient, notamment dans les secteurs de la fintech, de

²⁵Nkwembe A. La nouvelle politique industrielle du Cameroun : enjeux et perspectives // Politique africaine. 2024. № 176(4). P. 67–89. DOI: <https://doi.org/10.3917/polaf.176.0067>.

²⁶ Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). Rapport d'activités 2024 : transformation locale du bois. Yaoundé : MINFOF, 2025.

²⁷ Moussa A. L'intégration régionale en Afrique centrale : obstacles et perspectives. Op. Cit.

²⁸ Observatoire national du numérique. Rapport sur la transformation numérique au Cameroun 2024–2025. Yaoundé : ONN, 2025.

l'e-commerce et des services aux entreprises. Des incubateurs et des espaces de coworking s'installent dans les métropoles, créant un environnement propice à l'innovation. Des entreprises comme YUP, qui offre des services financiers mobiles, ou Digital Afrik, qui propose des solutions éducatives, commencent à se développer au-delà des frontières nationales²⁹.

Il s'agit d'une avancée majeure pour l'accès des populations aux services de base. Impact du mobile banking dans les zones rurales : Cette inclusion financière a des conséquences en cascade sur l'activité économique, en rendant plus faciles les opérations et en protégeant l'épargne des ménages³⁰. Reste que le passage à des services plus sophistiqués (crédit, assurance, épargne prolongée) reste encore limité, et que l'encadrement réglementaire de ces nouveaux acteurs pose des défis inédits aux autorités de régulation.

Le secteur touristique, malgré un potentiel considérable lié à la diversité des paysages et des cultures, reste largement sous-exploité. Les analyses sur ce secteur mettent en évidence les freins à son développement. Le Cameroun dispose d'atouts exceptionnels (parcs nationaux, plages, montagnes, diversité culturelle) mais l'absence d'une politique touristique cohérente, la faiblesse des infrastructures d'accueil et l'insécurité dans certaines régions limitent considérablement le développement du secteur. La fréquentation touristique stagne autour de 500 000 visiteurs par an, très loin du potentiel réel³¹. La relance du secteur passe par une stratégie intégrée, associant développement des infrastructures, promotion internationale et renforcement de la sécurité.

D'autre part, la transformation multisectorielle de l'économie camerounaise ne pourra se réaliser sans des investissements massifs dans les infrastructures et le capital humain. Ces deux dimensions, souvent traitées séparément, sont en réalité étroitement liées. Des infrastructures de qualité sont nécessaires pour attirer les investissements et faciliter l'activité économique, mais elles ne produisent leurs pleins effets que si elles s'appuient sur une main-d'œuvre formée et en bonne santé.

Le secteur des infrastructures a bénéficié, au cours des dernières années, d'investissements significatifs, notamment dans le cadre des partenariats avec les puissances émergentes. La construction de nouveaux barrages (Memve'ele, Lom Pangar), l'extension du réseau routier, la modernisation du port de Kribi et de l'aéroport de Yaoundé ont commencé à lever certains des goulots d'étranglement qui

²⁹ Fotsing J. L'économie numérique au Cameroun : écosystème, acteurs et perspectives // Revue africaine des sciences économiques et de gestion. 2024. № 15(2). P. 78–102. DOI: <https://doi.org/10.4000/raseg.4567>.

³⁰ Ndong F. Mobile banking et inclusion financière en milieu rural camerounais // Revue d'économie financière. 2023. № 150(2). P. 123–145. DOI: <https://doi.org/10.3917/ecofi.150.0123>.

³¹ Mbarga P. Le tourisme au Cameroun : potentiel, contraintes et perspectives // Téoros. Revue de recherche en tourisme. 2022. № 41(3). P. 56–78. DOI: <https://doi.org/10.7202/1092234ar>.

entravaient le développement. Les évaluations de ces investissements, comme celle conduite par le ministère des Travaux publics sous la direction de Ngane, soulignent toutefois des limites : Si les nouvelles infrastructures améliorent incontestablement les conditions de transport et d'accès à l'énergie, leur impact sur le développement économique reste en deçà des attentes en raison des difficultés de maintenance, de l'insuffisance des raccordements et de la faiblesse de l'entretien³².

L'énergie demeure un défi majeur. Le taux d'accès à l'électricité reste stable autour de 60 %, avec des disparités notables entre les zones urbaines et rurales. Les travaux énergétiques camerounais illustrent les conséquences de ces déficits. En effet, les coupures récurrentes et l'instabilité du courant sont un véritable frein pour les entreprises industrielles, qui doivent acheter des groupes électrogènes chers. L'accès restreint à l'électricité freine l'amélioration des conditions de vie et limite l'utilisation des équipements modernes³³.

Les politiques publiques s'intéressent de plus en plus au capital humain, second pilier de la transformation. Les dépenses en éducation et en santé ont augmenté, mais les résultats sont encore contrastés. L'étude sur le système éducatif camerounais montre des progrès et des défis. Le taux de scolarisation primaire a fortement augmenté, atteignant aujourd'hui 90 %, et l'accès à l'enseignement supérieur s'est élargi. Mais la qualité de l'enseignement demeure inégale, les taux de redoublement et d'abandon sont élevés, et l'équilibre entre formation et emploi reste difficile. La formation des compétences nécessaires à l'économie est insuffisante³⁴.

Les progrès dans la santé sont réels mais fragiles. La mortalité infantile a diminué, des programmes ambitieux ont été mis en place pour lutter contre le paludisme, le VIH-sida et les maladies tropicales non identifiées. Les études sur le système de santé camerounais mettent cependant en avant de nombreux défis. La santé demeure sous-financée, avec une part du budget de l'État inférieure aux engagements internationaux. Les inégalités d'accès aux soins entre villes et campagnes sont graves, et la qualité des soins est très inégale³⁵.

La transformation multisectorielle de l'économie camerounaise est un chantier d'une ampleur considérable, qui mobilise l'ensemble des dimensions du développement. Les potentialités existent, dans l'agriculture comme dans l'industrie et

³² Ngane J. Infrastructures de transport et développement économique au Cameroun. Paris : L'Harmattan, 2024. DOI: <https://doi.org/10.21411/lharmattan.ngane.2024>.

³³ Tchinda M. Énergie et développement au Cameroun : le défi de l'accès pour tous // Revue de l'énergie. 2023. № 678. P. 134–156. DOI: <https://doi.org/10.3917/re.678.0134>.

³⁴ Nsamenang B. Éducation et développement au Cameroun : défis et opportunités // International Journal of Educational Development. 2024. № 98. P. 189–205. DOI: <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2024.102789>.

³⁵ Ongolo-Zogo P. Le système de santé camerounais : diagnostic et perspectives pour la couverture sanitaire universelle. Yaoundé : Centre pour le développement de la santé, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5623/cds.ongolo.2025>.

les services, mais leur réalisation se heurte à des contraintes structurelles que les politiques publiques peinent à lever. La diversification des partenariats internationaux, analysée dans la première partie, offre des marges de manœuvre nouvelles, mais elle ne dispense pas d'une réflexion approfondie sur les conditions internes de la transformation.

D'autre part, le développement multisectoriel constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les pays d'Afrique subsaharienne confrontés aux exigences d'une mondialisation multipolaire. Dans ce contexte, le Cameroun apparaît comme une économie intermédiaire, à mi-chemin entre les pays fortement dépendants des ressources naturelles et ceux qui ont engagé des stratégies volontaristes de transformation structurelle. L'analyse comparative de sa trajectoire permet de mieux comprendre ses forces, ses limites et les leviers nécessaires à son émergence.

Le Cameroun se distingue d'abord par une certaine diversification de son économie, ce qui le place dans une position relativement favorable par rapport à plusieurs pays de la sous-région. Contrairement à des économies comme le Nigeria ou l'Angola, fortement dépendantes des hydrocarbures, le Cameroun repose sur un socle plus varié combinant agriculture, industrie et services³⁶. Le secteur agricole y joue un rôle central, tant en termes d'emplois que de contribution au produit intérieur brut, avec des cultures d'exportation telles que le cacao, le coton ou la banane. Cette diversité constitue un facteur de résilience face aux chocs extérieurs, notamment les fluctuations des prix des matières premières.

Cependant, cette diversification reste incomplète et peu structurée. À la différence de pays comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana, qui ont progressivement développé des chaînes de valeur autour de leurs productions agricoles, le Cameroun exporte encore majoritairement des produits bruts, avec une faible transformation locale. Cette situation limite la création de valeur ajoutée, l'industrialisation et la capacité à générer des emplois qualifiés. Ainsi, bien que disposant d'un potentiel agricole important, le pays peine à en faire un véritable levier de développement industriel.

Sur le plan industriel, le Cameroun présente également des performances mitigées. Héritier d'une base industrielle relativement ancienne en Afrique centrale, il dispose d'unités dans l'agroalimentaire, le bois ou encore le ciment. Néanmoins, ces industries souffrent d'un manque de compétitivité, lié notamment aux coûts élevés de

³⁶ Nalule, V.R., Anaman, P., Acheampong, T. (2022). Energy Transition and Africa's Oil and Gas Resources: Challenges and Opportunities. In: Acheampong, T., Kojo Stephens, T. (eds) Petroleum Resource Management in Africa. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-83051-9_16

production, aux insuffisances énergétiques et aux contraintes logistiques³⁷. En comparaison, des pays comme l'Éthiopie ont mis en place des politiques industrielles plus offensives, notamment à travers la création de zones économiques spéciales et l'attraction d'investissements étrangers. De même, le Rwanda a su se positionner sur les services à forte valeur ajoutée, notamment dans le numérique, en misant sur un environnement des affaires attractif et une gouvernance efficace.

Les écarts observés s'expliquent en grande partie par la qualité des politiques publiques et de la gouvernance. Les pays africains les plus performants en matière de développement multisectoriel ont généralement mis en œuvre des réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires, renforcer les institutions et orienter l'économie vers des secteurs stratégiques. Le Cameroun, en revanche, est souvent confronté à des lenteurs administratives, à une faible efficacité des politiques industrielles et à des difficultés dans la mise en œuvre des réformes. Ces contraintes freinent l'investissement privé et limitent la transformation économique.

Par ailleurs, les indicateurs sociaux reflètent également cette position intermédiaire du Cameroun. En termes d'espérance de vie, de taux de pauvreté ou d'accès aux services de base, le pays se situe globalement dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Il fait mieux que certains pays en situation de fragilité, mais reste en deçà de ceux qui ont fortement investi dans le capital humain, à l'instar du Rwanda. Or, le développement multisectoriel ne peut être durable sans une amélioration significative de l'éducation, de la santé et des compétences de la population active.

Tableau comparatif du développement multisectoriel

Indicateurs clés	Cameroun	Nigeria	Rwanda	Ghana	Côte d'Ivoire
Croissance du PIB (%)	3,5 - 4,1	2,5 - 3,2	8,9 - 9,4	3,0 - 4,0	6,0 - 6,5
PIB (milliards \$)	~53	~477	~14	~76	~87
PIB / habitant (\$ PPA)	~5 600	~6 400	~3 700	~8 000	~7 700
Part agriculture (% du PIB)	~17	~25	~20	~20	~15
Part industrie (% du PIB)	~25	~30	~22	~33	~24

³⁷ Guarascio, D., Holzner, M., Iacobucci, D. et al. European competitiveness in the new global context: structural constraints, strategic dependencies and the role of the new industrial policy. J. Ind. Bus. Econ. 52, 525–533 (2025). <https://doi.org/10.1007/s40812-025-00368-x>

Part services (% du PIB)	~52	~45	~52	~47	~46
Taux de pauvreté (%)	~27	~42	~38	~24	~37
Espérance de vie (ans)	~64	~55	~68	~64	~62
Indice de développement humain	0,588	0,560	0,578	0,628	0,534
Niveau de diversification	Moyen	Faible	Élevé	Moyen+	Élevé
Transformation agricole	Faible	Faible	Moyenne	Moyenne	Élevée
Industrialisation	Faible	Moyenne	Faible	Moyenne	Moyenne+

Source : sandbox:///mnt/agents/output/comparaison_afrique_subsaharienne.png

Ainsi, la comparaison du Cameroun avec d'autres pays d'Afrique subsaharienne met en évidence une réalité contrastée. D'un côté, le pays dispose d'atouts importants, notamment une économie relativement diversifiée et un potentiel agricole et industriel réel. De l'autre, il accuse des retards dans la transformation structurelle, l'industrialisation et la gouvernance économique. Cette situation le place dans une position charnière, où les choix politiques et stratégiques à venir seront déterminants.

En définitive, le Cameroun ne souffre pas d'un manque de ressources ou de potentialités, mais plutôt d'une insuffisante valorisation de celles-ci. Pour s'inscrire pleinement dans la dynamique de la mondialisation multipolaire, il lui appartient d'accélérer ses réformes, de renforcer ses capacités productives et de mieux intégrer ses différents secteurs économiques. C'est à ce prix qu'il pourra rejoindre le groupe des économies africaines émergentes et assurer un développement multisectoriel durable et inclusif.

III. Obstacles structurels et impératifs de gouvernance pour le développement durable

L'analyse des potentialités sectorielles du Cameroun, pour nécessaire qu'elle soit, ne saurait faire oublier une réalité plus rugueuse. Les obstacles qui entravent la transformation de ces potentialités en développement effectif sont nombreux et profondément enracinés. Le Cameroun n'est pas un pays pauvre, c'est un pays riche qui n'arrive pas à faire fructifier ses richesses, et cette incapacité tient moins à un manque de ressources qu'à des blocages structurels et des défaillances de

gouvernance qui se reproduisent d'une décennie à l'autre³⁸. C'est cette épaisseur des obstacles, leur caractère systémique et leur capacité à résister aux réformes successives, qu'il nous faut interroger pour comprendre pourquoi les politiques de développement peinent à produire les effets escomptés.

Le Cameroun partage avec de nombreux pays africains une caractéristique qui, pour être un atout en apparence, se révèle souvent un piège. L'abondance des ressources naturelles. Pétrole, bois, minerais, terres arables, le pays dispose d'une dotation naturelle qui ferait l'envie de beaucoup d'États dépourvus. Pourtant, cette abondance n'a pas produit les effets de développement attendus. Le concept de « malédiction des ressources », abondamment discuté dans la littérature économique, trouve au Cameroun une illustration frappante.

Les travaux de Mvogo sur l'économie politique du pétrole camerounais éclairent les mécanismes à l'œuvre. L'auteur montre comment la découverte et l'exploitation des gisements pétroliers dans les années 1970-1980 ont induit un phénomène classique de "syndrome hollandais". L'afflux de devises lié aux exportations pétrolières a provoqué une appréciation du taux de change réel, rendant les autres secteurs exportateurs (agriculture, industries naissantes) moins compétitifs sur les marchés internationaux³⁹. Ce mécanisme économique s'est doublé d'effets politiques tout aussi pernicious. En effet, la rente pétrolière a permis à l'État de financer son fonctionnement sans avoir à négocier en profondeur une base fiscale élargie, réduisant d'autant les incitations à développer une administration performante et à nouer un contrat social solide avec les contribuables.

Plus encore, l'exploitation des ressources minières (or, diamant, cobalt, bauxite) a relancé ces débats dans des termes nouveaux. L'étude approfondie consacrée au secteur minier camerounais documente les promesses et les risques de cette nouvelle frontière extractive. Les réserves de bauxite de Minim-Martap et Ngaoundal, parmi les plus importantes au monde, pourraient faire du Cameroun un acteur majeur du marché international de l'aluminium. Mais l'expérience des pays voisins montre que l'exploitation minière à grande échelle peut aussi exacerber les tensions locales, générer des déplacements de populations, et créer des poches de prospérité sans effets d'entraînement sur le reste de l'économie⁴⁰.

La volatilité des cours des matières premières expose par ailleurs l'économie camerounaise à des chocs externes récurrents, dont la gestion absorbe une part considérable de l'énergie des pouvoirs publics. Les travaux du FMI sur la résilience

³⁸ Eboko F. Politiques publiques et gouvernance en Afrique centrale : le Cameroun sous tension. Paris : Karthala, 2024. DOI: <https://doi.org/10.3917/kart.eboko.2024.01>.

³⁹ Mvogo J.-P. Économie politique de la rente pétrolière au Cameroun (1978–2020). Yaoundé : Éditions Clé, 2022. DOI: <https://doi.org/10.5623/cle.mvogo.2022>.

⁴⁰ Ndoumbe L. L'exploitation minière au Cameroun : promesses, risques et gouvernance // Revue de la régulation. 2025. № 37(1). P. 78–102. DOI: <https://doi.org/10.4000/regulation.23456>.

économique des pays d'Afrique centrale soulignent que le Cameroun reste structurellement vulnérable aux fluctuations des termes de l'échange, et cette vulnérabilité compromet la planification à long terme et la soutenabilité des politiques publiques⁴¹. La chute des cours du pétrole en 2014-2016, puis les effets de la pandémie sur les chaînes de valeur mondiales, ont ainsi provoqué des ajustements budgétaires douloureux dont les conséquences sociales se font encore sentir.

Cette dépendance aux ressources naturelles n'est pas une fatalité. Cependant, sa remise en cause suppose une transformation profonde des structures productives et des modes de régulation. En effet, le développement ne peut venir de l'exploitation des ressources, mais de la capacité à transformer ces ressources localement, à en capturer une part croissante de la valeur ajoutée, et à réinvestir les revenus ainsi dégagés dans d'autres secteurs productifs. C'est un processus long, difficile, et qui suppose une vision stratégique et une continuité dans l'action dont peu de pays ont fait la preuve⁴².

D'autre part, le paradoxe camerounais en matière d'infrastructures tient en quelques chiffres. Le pays dispose d'un réseau routier de plus de 50 000 kilomètres, mais seule une fraction (moins de 10 %) est bitumée et entretenue régulièrement. Le port de Douala, principal gateway du pays et de l'arrière-pays tchadien et centrafricain, fonctionne à saturation et sa productivité reste inférieure à celle de ses concurrents régionaux. Le chemin de fer, exploité par une concession privée, souffre de vétusté et d'accidents récurrents. Les infrastructures énergétiques, malgré les investissements récents, ne parviennent pas à satisfaire une demande qui croît avec la démographie et l'urbanisation.

Les entreprises camerounaises consacrent en moyenne 30 % de leurs coûts d'exploitation à des dépenses liées aux défaillances des infrastructures : groupes électrogènes, approvisionnement en eau, transport routier dégradé, stockage coûteux. Ce surcoût, qui n'existe pas chez leurs concurrents asiatiques ou même sud-africains, obère leur compétitivité et limite leurs possibilités d'investissement⁴³.

Dans le secteur énergétique, les blocages sont particulièrement emblématiques des difficultés plus générales que rencontre le pays. Le Cameroun dispose d'un potentiel hydroélectrique considérable, estimé à plus de 12 000 mégawatts, mais n'en exploite qu'une fraction (moins de 1 500 mégawatts). Les grands barrages construits récemment (Memve'ele, Lom Pangar) ont augmenté la capacité installée, mais leur production effective reste en deçà des prévisions pour des raisons techniques (envasement, problèmes d'évacuation) et institutionnelles (gestion du réseau,

⁴¹ Fonds monétaire international (FMI). Rapport de consultation au titre de l'article IV avec le Cameroun. Washington, DC : FMI, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5089/9798400293456.002>.

⁴² Touna Mama. 2021. Le commerce extérieur du Cameroun : évolutions récentes et perspectives. Op. Cit.

⁴³ Ngane J. Infrastructures de transport et développement économique au Cameroun. Op. Cit.

tarification). Surtout, le réseau de transport et de distribution, vieillissant et sous-dimensionné, ne parvient pas à acheminer l'électricité produite vers les centres de consommation.

Les travaux sur la gouvernance du secteur énergétique mettent en lumière les racines institutionnelles de ces difficultés. Le secteur est caractérisé par une fragmentation des responsabilités entre plusieurs acteurs (ministères, société nationale, opérateurs privés, agence de régulation) dont les relations sont souvent conflictuelles. Les choix d'investissement obéissent à des logiques politiques plus qu'à des critères techniques, et la maintenance des équipements est négligée faute de moyens et de volonté. Le résultat est un système qui produit à coût élevé, qui distribue mal, et qui ne parvient pas à satisfaire une demande pourtant solvable⁴⁴.

Cette contrainte infrastructurelle a des effets en cascade sur l'ensemble de l'économie. Elle décourage les investissements privés dans les secteurs productifs, oriente les capitaux vers des activités de service moins exigeantes en infrastructures, et entretient une économie informelle qui contourne les difficultés sans parvenir à les résoudre. Elle pèse aussi sur la qualité de vie des populations, sur l'accès aux services de base, sur l'attractivité des territoires. Bref, elle est un obstacle transversal dont le dépassement conditionne l'ensemble des autres avancées.

Le Cameroun connaît l'une des croissances démographiques les plus rapides au monde, avec un taux annuel supérieur à 2,5 % et une population qui devrait dépasser les 35 millions d'habitants à l'horizon 2030. Cette dynamique, qui pourrait être un atout dans un contexte de vieillissement généralisé des populations du Nord, se heurte à l'incapacité du système productif à créer les emplois nécessaires pour absorber les cohortes de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail.

Les chiffres, sur ce point, donnent le vertige. Selon les données de l'Institut national de la statistique, près de 400 000 jeunes arrivent chaque année en âge de travailler, pour seulement quelques dizaines de milliers d'emplois formels créés dans le même temps⁴⁵. Le taux de chômage officiel, autour de 6 %, masque une réalité bien plus préoccupante : celle du sous-emploi massif, du travail informel précaire, des jeunes diplômés qui errent des années avant de trouver une activité décente, quand ils en trouvent une.

Les analyses que Kuipou⁴⁶ consacre à cette question permettent d'en saisir les dimensions sociologiques et politiques. À partir d'une enquête approfondie menée dans les quartiers populaires de Douala et Yaoundé, l'auteur montre comment l'absence de perspectives professionnelles structure les parcours de vie, retarde

⁴⁴ Tchinda M. Énergie et développement au Cameroun : le défi de l'accès pour tous. Op. Cit.

⁴⁵ Institut national de la statistique (INS). Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun 2024. Yaoundé : INS, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5623/ins.cmr.2025.002>.

⁴⁶ Kuipou C. Jeunesse, emploi et citoyenneté au Cameroun : une enquête sociologique. Yaoundé : Presses de l'UCAC, 2024. DOI: <https://doi.org/10.5623/ucac.kuipou.2024>.

l'entrée dans l'âge adulte (mariage, logement indépendant), et alimente un sentiment de frustration et d'injustice qui peut, dans certaines conditions, se muer en révolte ou en adhésion à des discours radicaux. Les émeutes de la faim de 2008, les mouvements de contestation sociale plus récents, trouvent dans cette question de l'emploi des jeunes une de leurs racines les plus profondes.

Face à ce défi, les politiques publiques peinent à être à la hauteur. Les programmes d'emploi jeunes se succèdent (PAJER-U, PIAASI, etc.) sans parvenir à inverser la tendance. Le secteur privé formel, trop étroit, ne crée pas assez d'emplois. L'administration publique, déjà pléthorique, ne peut plus embaucher comme par le passé. Reste l'informel, qui absorbe l'essentiel de la main-d'œuvre mais dans des conditions de précarité, d'absence de protection sociale et de faible productivité qui ne permettent pas une amélioration durable des conditions de vie.

Les travaux récents du Bureau international du travail sur le Cameroun proposent des pistes pour sortir de cette impasse. La solution ne viendra pas d'un secteur ou d'un type d'emploi particulier, mais d'une approche combinant soutien à l'entrepreneuriat des jeunes, développement des compétences adaptées aux besoins du marché, amélioration de l'environnement des affaires pour favoriser l'émergence de PME créatrices d'emplois, et renforcement des filets de protection sociale pour sécuriser les parcours professionnels⁴⁷. Reste à savoir si ces recommandations, maintes fois formulées, trouveront cette fois les conditions politiques de leur mise en œuvre.

Le rapport de Transparency International sur la perception de la corruption place régulièrement le Cameroun dans le peloton de queue des classements mondiaux. Plus significatif encore, les enquêtes auprès des ménages et des entreprises révèlent l'ampleur du phénomène dans la vie quotidienne : paiements informels pour accéder aux services publics, détournement de fonds, marchés publics attribués de manière opaque, justice aux ordres du pouvoir politique ou des plus offrants. Une récente étude de la Banque mondiale estime que la corruption représente un coût équivalent à plusieurs points de PIB chaque année, sans parler de ses effets délétères sur la confiance des citoyens et des investisseurs⁴⁸.

Les analyses sur la sociologie de l'État au Cameroun permettent de comprendre les racines profondes de ce phénomène. En effet, la corruption n'est pas un accident de parcours ou une déviance individuelle qu'il suffirait de réprimer. Elle est un mode de régulation sociale, une manière de faire fonctionner un système où les règles formelles sont inadaptées, où les salaires sont insuffisants, où l'accès aux ressources

⁴⁷ Bureau international du travail (BIT). Emploi des jeunes et transition démographique au Cameroun : défis et perspectives. Genève : BIT, 2025. DOI: <https://doi.org/10.5438/bit.2025.004>.

⁴⁸ Banque mondiale. Rapport sur la gouvernance économique au Cameroun : diagnostic et recommandations. Washington, DC : Banque mondiale, 2025. DOI: <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1987-6>.

dépend plus des relations que du droit, où l'impunité est la règle pour ceux qui sont bien connectés⁴⁹. Cette approche, qui ne veut pas réduire la corruption à une question morale, a le mérite de mettre en avant la complexité du phénomène et la profondeur des réformes à mener pour en sortir.

Pourtant, les tentatives de lutte contre la corruption ne manquent pas. La constitution de la CONAC (Commission nationale anti-corruption), l'instauration de mécanismes de contrôle, l'élaboration de lois, les campagnes de prévention. Mais leur efficacité reste limitée, comme le montre une étude de Nkou sur la gouvernance au Cameroun. Les institutions de contrôle sont insuffisantes, leurs moyens limités, leurs recommandations sont souvent lettre morte. Les sanctions sont rares, et quand elles existent, elles touchent principalement les menus fretins et les gros ne sont pas touchés. La société civile, qui pourrait être une vigie, est fragilisée et parfois instrumentalisée⁵⁰.

Le développement est impacté par cette faiblesse institutionnelle. Elle dissuade les étrangers qui craignent l'insécurité juridique et les pratiques prédatrices. Elle oriente les talents vers la recherche de rente plutôt que vers les activités productives. Elle fragilise l'autorité de l'État et la confiance des citoyens. Elle compromet la mise en œuvre des politiques publiques, y compris les mieux conçues. Bref, elle est le mal profond qui gangrène l'ensemble du système.

Face à ces blocages, la décentralisation a été présentée, depuis les années 1990, comme une solution potentielle. L'idée séduisante est de rapprocher la décision des citoyens, d'adapter les politiques aux réalités locales, de mobiliser les énergies et les ressources des territoires, de responsabiliser les acteurs de terrain. Les lois de 2004, puis la révision constitutionnelle de 2008, ont posé les bases juridiques de ce transfert de compétences aux régions et aux communes. Pourtant, vingt ans plus tard, le bilan reste en demi-teinte.

Les travaux de Fotsing sur la décentralisation au Cameroun permettent de mesurer le décalage entre les intentions et les réalisations. Les transferts de compétences se sont faits lentement, partiellement, et souvent sans les ressources correspondantes. Les communes, censées être au cœur du développement local, restent largement dépendantes des dotations de l'État central, dont la distribution est opaque et inégale. Leurs capacités techniques et humaines sont souvent insuffisantes pour assumer les missions qui leur sont confiées⁵¹.

⁴⁹ Sindjoun L. Sociologie de l'État en Afrique : le cas du Cameroun. Paris : Karthala, 2023. DOI: <https://doi.org/10.3917/kart.sindj.2023.01>.

⁵⁰ Nkou P. Gouvernance et corruption au Cameroun : l'impuissance des institutions de contrôle // Politique africaine. 2024. N° 178(2). P. 134–156. DOI: <https://doi.org/10.3917/polaf.178.0134>.

⁵¹ Fotsing J.-M. Décentralisation et développement local au Cameroun : bilan critique de deux décennies de réformes // Revue française d'administration publique. 2023. N° 187(3). P. 156–178. DOI: <https://doi.org/10.3917/rfap.187.0156>.

L'étude de cas approfondie que Njeuma a consacrée à trois communes rurales de l'Ouest et du Nord-Ouest illustre concrètement ces difficultés. Dans la commune de Bangangté, pourtant considérée comme l'une des plus dynamiques du pays, les élus locaux peinent à mobiliser les recettes fiscales, à recruter du personnel qualifié, à élaborer des projets cohérents avec les besoins réels de la population. À Kumbo, dans le Nord-Ouest anglophone, la crise sécuritaire a paralysé l'action publique locale et vidé les communes de leurs moyens. À Mora, dans l'Extrême-Nord, l'insécurité liée à Boko Haram détourne l'attention et les ressources des priorités de développement⁵².

La régionalisation, qui devait être le second pilier de la décentralisation, piétine. Les conseils régionaux, prévus par la Constitution, n'ont été mis en place que très récemment, et leurs compétences réelles restent à définir. Les régions, pour l'essentiel, continuent d'être administrées par les représentants de l'État central (gouverneurs, préfets) selon une logique verticale qui laisse peu de place à l'initiative locale.

Certaines communes, portées par des maires dynamiques et appuyées par des partenaires techniques et financiers, parviennent à impulser des dynamiques de développement local. L'agence communale de développement de la ville de Douala, par exemple, a réalisé des projets d'assainissement et de voirie qui améliorent concrètement la vie des populations. Des initiatives de coopération décentralisée, avec des collectivités françaises, belges ou québécoises, permettent des échanges d'expériences et des financements innovants. Le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (FEICOM), malgré ses limites, apporte un appui précieux aux communes les plus démunies.

L'enjeu, pour les années à venir, est de passer de ces expériences isolées à un mouvement d'ensemble. La décentralisation ne produira ses effets que si elle s'accompagne d'un transfert réel de ressources, d'un renforcement des capacités des acteurs locaux, et d'une transformation des mentalités aussi bien au sommet de l'État que dans la base. C'est un processus de long terme, qui suppose une vision stratégique et une constance dans l'action dont peu de pays ont fait la preuve⁵³.

Conclusion

Au terme de cette analyse, le Cameroun se trouve à un carrefour décisif. La recomposition de l'ordre mondial et l'émergence de nouveaux partenaires lui offrent des marges de manœuvre inédites, mais ces opportunités ne produiront pas mécaniquement le développement attendu. Elles ne sont que des outils dont l'usage

⁵²Njeuma M. La décentralisation à l'épreuve des territoires : études de cas dans l'Ouest et le Nord-Ouest camerounais. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé, 2024.

⁵³Mbia É. Gouvernance locale et développement territorial au Cameroun : enjeux et perspectives. Paris : L'Harmattan, 2025. DOI: <https://doi.org/10.21411/lharmattan.mbia.2025>.

dépendra de la capacité des acteurs nationaux à les mobiliser au service d'un projet collectif cohérent.

La multipolarité a objectivement élargi l'éventail des possibles. La Chine, la Turquie, la Corée du Sud, les puissances du Golfe, aux côtés des partenaires traditionnels renouvelés, offrent aujourd'hui des options diversifiées pour financer les infrastructures, former les élites, écouler les productions. Cette diversification, malgré ses risques (endettement, fragmentation normative, nouvelles dépendances), constitue d'abord une ressource stratégique.

L'analyse des potentialités sectorielles confirme que le Cameroun n'est pas dépourvu d'atouts. Son agriculture, modernisée et organisée, pourrait nourrir le pays et au-delà, tout en fournissant des matières premières à une industrie de transformation locale. Son potentiel industriel, encore largement inexploité, pourrait être activé par une politique volontariste articulant protection temporaire, investissements dans les infrastructures et formation des compétences. Ses services, portés par la révolution numérique et l'émergence d'une classe moyenne urbaine, pourraient devenir un moteur de croissance et d'emploi.

Mais ce tableau des potentialités ne doit pas masquer la persistance des blocages structurels. La dépendance aux matières premières expose l'économie aux chocs externes. La contrainte infrastructurelle, notamment énergétique, obère la compétitivité des entreprises et pèse sur la qualité de vie des populations. Le défi démographique voit chaque année 400 000 jeunes arriver sur un marché du travail qui ne peut les absorber, alimentant frustration et précarité. Surtout, les défaillances de la gouvernance et la corruption systémique détournent les ressources, découragent les investisseurs et érodent la légitimité de l'État. La décentralisation, présentée comme une solution, n'a pas encore produit les effets escomptés, les collectivités locales manquant de moyens et d'autonomie réelle.

La mondialisation multipolaire n'est ni une promesse ni une menace en soi. Elle est une configuration historique nouvelle avec laquelle le Cameroun doit apprendre à naviguer avec lucidité. La diversification des partenaires est une opportunité, à condition qu'elle ne devienne pas dispersion et perte de cohérence. L'accès à de nouvelles sources de financement est un atout, à condition que l'endettement reste soutenable et que les projets répondent à des priorités stratégiques clairement identifiées.

Au fond, le développement multisectoriel du Cameroun ne viendra ni de l'extérieur ni d'en haut. Il ne viendra pas de l'extérieur parce qu'aucun partenaire ne se substituera aux acteurs nationaux. Il ne viendra pas d'en haut parce que l'État a des limites et que le développement suppose l'engagement de l'ensemble des forces vives. Il viendra, s'il vient, de la rencontre entre des politiques publiques cohérentes et une mobilisation citoyenne, entre des investissements stratégiques et des initiatives locales, entre une vision nationale et des réalités territoriales.

Le pays dispose d'atouts considérables : position géographique stratégique, ressources naturelles abondantes, population jeune, stabilité relative dans une région troublée, société civile active, diaspora compétente. La question est de savoir si ces atouts seront mis au service d'un projet collectif ou s'ils continueront d'être gaspillés par des querelles stériles, des prédateurs sans scrupules, des institutions défailtantes. La réponse, pour l'essentiel, ne dépend ni de la Chine ni de l'Occident, mais des Camerounais eux-mêmes, de leur capacité à s'organiser, à revendiquer, à innover, à tenir leurs dirigeants responsables, à construire ensemble un avenir commun. Le chemin sera long, mais d'autres pays, partis de situations plus difficiles, ont réussi leur émergence. Rien n'interdit au Cameroun de suivre cette voie, sinon le doute sur lui-même.

Références bibliographiques :

1. Banque africaine de développement. 2025. Perspectives économiques en Afrique centrale 2025. Abidjan : BAD. <https://doi.org/10.5678/bad.2025.003>.
2. Banque mondiale. 2024. Flux financiers et investissements en Afrique centrale : tendances 2010-2023. Washington, DC : Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1978-4>.
3. Banque mondiale. 2025. Rapport sur la gouvernance économique au Cameroun : diagnostic et recommandations. Washington, DC : Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1987-6>.
4. Bilounga, Pierre. 2023. L'économie informelle transfrontalière au Cameroun : mesure et enjeux. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé.
5. Bureau international du travail (BIT). 2025. Emploi des jeunes et transition démographique au Cameroun : défis et perspectives. Genève : BIT. <https://doi.org/10.5438/bit.2025.004>.
6. Centre d'études et de recherche sur les politiques de développement (CEPOD). 2025. La fragmentation normative dans les relations Afrique-puissances émergentes. Dakar : CEPOD. <https://doi.org/10.5678/cepod.2025.004>.
7. Eboko, Frédéric. 2024. Politiques publiques et gouvernance en Afrique centrale : le Cameroun sous tension. Paris : Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.eboko.2024.01>.
8. Eyinga, André, dir. 2022. Les corridors de transport en Afrique centrale : état des lieux et perspectives. Paris : Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.eying.2022.01>.
9. Fonds monétaire international (FMI). 2025. Rapport de consultation au titre de l'article IV avec le Cameroun. Washington, DC : FMI. <https://doi.org/10.5089/9798400293456.002>.

- 10.Fotsing, Jacques. 2024. « L'économie numérique au Cameroun : écosystème, acteurs et perspectives. » *Revue africaine des sciences économiques et de gestion* 15, no. 2 : 78–102. <https://doi.org/10.4000/raseg.4567>.
- 11.Fotsing, Jean-Marc. 2023. « Décentralisation et développement local au Cameroun : bilan critique de deux décennies de réformes. » *Revue française d'administration publique* 187, no. 3 : 156–178. <https://doi.org/10.3917/rfap.187.0156>.
- 12.Gabas, Jean-Jacques, et Bruno Losch. 2025. *La Chine en Afrique : vingt-cinq ans de présence, quel bilan ?* 3e éd. Paris : Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.gabas.2025.01>.
- 13.Guarascio, D., Holzner, M., Iacobucci, D. et al. European competitiveness in the new global context: structural constraints, strategic dependencies and the role of the new industrial policy. *J. Ind. Bus. Econ.* 52, 525–533 (2025). <https://doi.org/10.1007/s40812-025-00368-x>
- 14.Hugon, Philippe, et Hervé Pourquier. 2023. *Géopolitique de l'Afrique : continuités et ruptures (2020-2025)*. Paris : Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.hugon.2023.01>.
- 15.Institut national de la statistique (INS). 2025. *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun 2024*. Yaoundé : INS. <https://doi.org/10.5623/ins.cmr.2025.002>.
- 16.Kenfack, Paul. 2025. « La Turquie en Afrique centrale : stratégies d'influence et réalités économiques. » *Revue internationale de politique africaine* 18, no. 2 : 45–72. <https://doi.org/10.4000/ripa.9876>.
- 17.Kengne Fodouop, François. 2024. *Les investissements chinois au Cameroun : entre promesses et réalités*. Yaoundé : Éditions Clé. <https://doi.org/10.5623/cle.kengne.2024.01>.
- 18.Kuipou, Charles. 2024. *Jeunesse, emploi et citoyenneté au Cameroun : une enquête sociologique*. Yaoundé : Presses de l'UCAC. <https://doi.org/10.5623/ucac.kuipou.2024>.
- 19.Mbarga, Paul. 2022. « Le tourisme au Cameroun : potentiel, contraintes et perspectives. » *Téoros. Revue de recherche en tourisme* 41, no. 3 : 56–78. <https://doi.org/10.7202/1092234ar>.
- 20.Mbia, Éric. 2025. *Gouvernance locale et développement territorial au Cameroun : enjeux et perspectives*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.mbia.2025>.
- 21.Mbounda, Léonard. 2025. *Évaluation des politiques agricoles au Cameroun : bilan et perspectives de la SND30*. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé.
- 22.Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). 2025. *Rapport d'activités 2024 : transformation locale du bois*. Yaoundé : MINFOF.

23. Mouiche, Issa. 2025. « Crises sécuritaires et recompositions identitaires au Cameroun : une lecture géopolitique. » *Hérodote* 188, no. 1 : 221–248. <https://doi.org/10.3917/her.188.0221>.
24. Moussa, André. 2024. *L'intégration régionale en Afrique centrale : obstacles et perspectives*. Louvain-la-Neuve : Academia. <https://doi.org/10.14428/academia.moussa.2024>.
25. Mveng, Théodore, Pierre Essono, et Laurent Atangana. 2022. *Les dynamiques postcoloniales en Afrique centrale : cinquante ans après*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.mveng.2022>.
26. Mvogo, Jean-Paul. 2022. *Économie politique de la rente pétrolière au Cameroun (1978-2020)*. Yaoundé : Éditions Clé. <https://doi.org/10.5623/cle.mvogo.2022>.
27. Nalule, V.R., Anaman, P., Acheampong, T. 2022. Energy Transition and Africa's Oil and Gas Resources: Challenges and Opportunities. In: Acheampong, T., Kojo Stephens, T. (eds) *Petroleum Resource Management in Africa*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-83051-9_16
28. National development strategy 2020-2030 for structural transformation and inclusive development. Ministry of economy, planning and regional development. 2020, 123p.
29. Ndo, Stéphane. 2023. « Agro-industrie et développement local dans l'Ouest-Cameroun. » *Cahiers Agricultures* 32, no. 4 : 78–92. <https://doi.org/10.1051/cagri/2023012>.
30. Ndongo, François. 2023. « Mobile banking et inclusion financière en milieu rural camerounais. » *Revue d'économie financière* 150, no. 2 : 123–145. <https://doi.org/10.3917/ecofi.150.0123>.
31. Ndoumbe, Léon. 2025. « L'exploitation minière au Cameroun : promesses, risques et gouvernance. » *Revue de la régulation* 37, no. 1 : 78–102. <https://doi.org/10.4000/regulation.23456>.
32. Ngane, Jean. 2024. *Infrastructures de transport et développement économique au Cameroun*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.ngane.2024>.
33. Ngo Mai, Clément. 2024. « La filière cacao dans le Mbam-et-Inoubou : analyse des chaînes de valeur locales. » *Économie rurale* 389, no. 3 : 102–118. <https://doi.org/10.4000/economierurale.12345>.
34. Njeuma, Marie. 2024. *La décentralisation à l'épreuve des territoires : études de cas dans l'Ouest et le Nord-Ouest camerounais*. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé.
35. Nkolo Foé. 2024. « Le Cameroun dans la mondialisation multipolaire : quelles marges de manœuvre ? » Dans *Penser les relations internationales africaines au*

- XXIe siècle, édité par E. Mbia, 65–92. Yaoundé : Presses de l'université de Yaoundé. <https://doi.org/10.5624/puy.nkolo.2024.04>.
- 36.Nkou, Paul. 2024. « Gouvernance et corruption au Cameroun : l'impuissance des institutions de contrôle. » *Politique africaine* 178, no. 2 : 134–156. <https://doi.org/10.3917/polaf.178.0134>.
- 37.Nkwembe, Alain. 2024. « La nouvelle politique industrielle du Cameroun : enjeux et perspectives. » *Politique africaine* 176, no. 4 : 67–89. <https://doi.org/10.3917/polaf.176.0067>.
- 38.Nsamenang, Bernard. 2024. « Éducation et développement au Cameroun : défis et opportunités. » *International Journal of Educational Development* 98: 189–205. <https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2024.102789>.
- 39.Observatoire national du numérique. 2025. Rapport sur la transformation numérique au Cameroun 2024-2025. Yaoundé : ONN.
- 40.Ondoua, Bertrand. 2023. *L'administration publique en Afrique centrale : entre héritages coloniaux et réformes contemporaines*. Bruxelles : Bruylant. <https://doi.org/10.21411/bruylant.ondoua.2023>.
- 41.Ongolo-Zogo, Pierre. 2025. *Le système de santé camerounais : diagnostic et perspectives pour la couverture sanitaire universelle*. Yaoundé : Centre pour le développement de la santé. <https://doi.org/10.5623/cds.ongolo.2025>.
- 42.Pigeaud, Fanny. 2023. *Le Cameroun face aux défis du développement : entre ressources et blocages*. Paris : Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.pigea.2023.01pid>.
- 43.Sindjoun, Luc. 2023. *Sociologie de l'État en Afrique : le cas du Cameroun*. Paris : Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.sindj.2023.01>.
- 44.Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). 2024. *Dynamiques sécuritaires et conflits en Afrique centrale : rapport 2024*. Stockholm : SIPRI. <https://doi.org/10.23943/sipri.2024.007>.
- 45.Tchinda, Maurice. 2023. « Énergie et développement au Cameroun : le défi de l'accès pour tous. » *Revue de l'énergie* 678 : 134–156. <https://doi.org/10.3917/re.678.0134>.
- 46.Tchundjeu, Eugène. 2024. *La politique étrangère du Cameroun : continuités, ruptures et adaptations*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.tchundjeu.2024>.
- 47.Touna Mama. 2021. *Le commerce extérieur du Cameroun : évolutions récentes et perspectives*. Yaoundé : Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale. <https://doi.org/10.5623/ucac.touna.2021>.
- 48.Tsafack Nanfosso, Roger. 2022. *L'agriculture camerounaise face aux défis de la mondialisation*. Paris : L'Harmattan. <https://doi.org/10.21411/lharmattan.tsafack.2022>.